



La sélection d'une langue déclenchera automatiquement la traduction du contenu de la page.

Français ▼

Fichier des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (Fijais)

Vérfié le 12 mai 2021 - Direction de l'information légale et administrative (Premier ministre)

Le fichier judiciaire automatisé des auteurs d'infractions sexuelles et violentes (Fijais) recense les personnes majeures ou mineures condamnées pour certaines *infractions: titleContent* sexuelles ou violentes. Ces personnes doivent indiquer leur adresse aux autorités à intervalles réguliers. Une personne fichée peut demander, sous conditions, la communication de ses données, leur rectification ou leur effacement.

Pour un majeur

À quoi sert le Fijais ?

Le Fijais recense les personnes condamnées ou mises en cause pour certaines *infractions: titleContent* sexuelles ou violentes.

Il sert à empêcher la répétition de ces infractions.

Il sert à à faciliter l'identification et la localisation des auteurs de ces infractions.

Qui est inscrit au Fijais ?

Infractions concernées

Les *infractions: titleContent* suivantes peuvent entraîner l'inscription au Fijais :

- Viol
- Agression sexuelle
- Atteinte sexuelle sur mineur
- Traite des êtres humains à l'égard d'un mineur
- Proxénétisme à l'égard d'un mineur
- Recours à la prostitution d'un mineur
- *Corruption de mineur: titleContent*
- Proposition sexuelle à un mineur de moins de 15 ans par un moyen de communication électronique
- Enregistrement, acquisition, détention ou offre d'images ou de représentations pornographiques d'un mineur
- Consultation habituelle ou payante d'un site diffusant des images ou représentations pornographiques d'un mineur
- Fabrication, transport, diffusion ou commerce de messages violents ou pornographique pouvant être vus ou perçus par un mineur
- Incitation d'un mineur à se soumettre à une mutilation sexuelle ou à commettre cette mutilation
- Violences ayant entraîné une mutilation ou une infirmité permanente sur un mineur de moins de 15 ans
- Torture ou acte de barbarie
- Meurtre ou assassinat sur un mineur ou en récidive

L'inscription au Fijais concerne les personnes suivantes :

- Personne condamnée, même de manière *non définitive: titleContent*, y compris en cas de *dispense de peine: titleContent* ou *d'ajournement de la peine: titleContent*
- Personne déclarée irresponsable pénalement en raison d'un trouble mental
- Personne ayant exécuté une *composition pénale: titleContent*
- Personne *mise en examen* (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1470>) (pour un crime, inscription sauf décision contraire du juge d'instruction, pour un délit, inscription uniquement sur décision expresse du juge d'instruction)

La personne est inscrite au Fijais si l'infraction est punie d'une peine de prison **égale ou supérieure à 5 ans**.

La personne n'est pas inscrite au Fijais si la peine de prison est **inférieure à 5 ans**, mais la juridiction ou le *procureur de la République: titleContent* peut en décider autrement.

Toutefois, la personne est inscrite au Fijais dans tous les cas **si la victime de l'infraction est mineure**, sauf si le juge ou le procureur décide expressément le contraire.

Comment la personne inscrite au fichier est informée ?

L'inscription vous est *notifiée: titleContent* oralement ou par courrier RAR à votre dernière adresse déclarée.

Un document concernant les obligations à respecter vous est remis ou adressé contre récépissé.

Si vous êtes un *majeur protégé*: *titleContent*, votre *représentant légal*: *titleContent* est informé.

Quelles informations sont enregistrées ?

Les informations suivantes sont enregistrées :

- Identité de la personne (nom, prénom, sexe, date et lieu de naissance, nationalité, *filiation*: *titleContent*, adresses successives...)
- Nature et date de la décision d'inscription au fichier (tribunal, nature de l'infraction, date et lieu des faits, peine prononcée...)
- Informations diverses (dates de justification d'adresse, périodicité de l'obligation de justifier l'adresse...)

Quelles conséquences pour la personne fichée ?

Obligations à respecter

Cas général

Vous devez respecter les obligations suivantes :

- Indiquer une 1^{re} fois votre adresse avec un justificatif de domicile de moins de 3 mois dans les 15 jours suivant la *notification*: *titleContent* de vos obligations
- Indiquer votre adresse tous les ans
- Déclarer tout changement d'adresse dans les 15 jours de ce changement

Vous devez faire ces démarches auprès du commissariat ou de la gendarmerie de votre domicile.

Vous pouvez vous déplacer en personne ou envoyer une lettre recommandée avec accusé de réception.

Si vous résidez à l'étranger, vous devez faire ces démarches auprès du service gestionnaire du fichier.

Vous devez envoyer une lettre recommandée avec accusé de réception.

Ne pas respecter ces obligations est puni d'un maximum de **2 ans** de prison et de 30 000 € d'amende.

Où s'adresser ?

Précisez votre ville ou votre code postal Le choix d'une commune dans la liste de suggestion déclenchera automatiquement une mise à jour du contenu

▸ [Commissariat](http://www.interieur.gouv.fr/Contact/Contacter-une-brigade-de-gendarmerie-ou-un-commissariat-de-police)  (<http://www.interieur.gouv.fr/Contact/Contacter-une-brigade-de-gendarmerie-ou-un-commissariat-de-police>)

▸ [Gendarmerie](http://www.interieur.gouv.fr/Contact/Contacter-une-brigade-de-gendarmerie-ou-un-commissariat-de-police)  (<http://www.interieur.gouv.fr/Contact/Contacter-une-brigade-de-gendarmerie-ou-un-commissariat-de-police>)

▸ Service gestionnaire du Fijais

Une personne inscrite au Fichier des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (Fijais) doit régulièrement informer de son adresse. **Si elle réside à l'étranger**, elle doit le faire en envoyant une lettre recommandée avec accusé de réception au service gestionnaire du Fijais, à Nantes.

Par courrier

Service gestionnaire du Fijais
Ministère de la justice
SGFD
BP 22406
44324 NANTES CEDEX 3
France

Vous êtes condamné pour un crime ou un délit puni de 10 ans de prison ou plus

Les obligations varient selon que vous êtes en situation de *récidive légale*: *titleContent* ou pas.

Sans récidive légale

Vous devez respecter les obligations suivantes :

- Indiquer une 1^{re} fois votre adresse avec un justificatif de domicile de moins de 3 mois dans les 15 jours suivant la *notification*: *titleContent* de vos obligations
- Indiquer votre adresse **tous les 6 mois**, ou tous les mois sur décision du tribunal ou du juge de l'application des peines
- Déclarer tout changement d'adresse dans les 15 jours de ce changement

Vous devez faire ces démarches auprès du commissariat ou de la gendarmerie de votre domicile.

Si vous résidez à l'étranger, vous devez faire ces démarches auprès du service gestionnaire du fichier.

Vous devez vous déplacer en personne.

Ne pas respecter ces obligations est puni d'un maximum de **2 ans** de prison et de 30 000 € d'amende.

Où s'adresser ?

Précisez votre ville ou votre code postal Le choix d'une commune dans la liste de suggestion déclenchera automatiquement une mise à jour du contenu

▸ [Commissariat](http://www.interieur.gouv.fr/Contact/Contacter-une-brigade-de-gendarmerie-ou-un-commissariat-de-police)  (http://www.interieur.gouv.fr/Contact/Contacter-une-brigade-de-gendarmerie-ou-un-commissariat-de-police)

▸ [Gendarmerie](http://www.interieur.gouv.fr/Contact/Contacter-une-brigade-de-gendarmerie-ou-un-commissariat-de-police)  (http://www.interieur.gouv.fr/Contact/Contacter-une-brigade-de-gendarmerie-ou-un-commissariat-de-police)

▸ Service gestionnaire du Fijais

Une personne inscrite au Fichier des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (Fijais) doit régulièrement informer de son adresse. **Si elle réside à l'étranger**, elle doit le faire en envoyant une lettre recommandée avec accusé de réception au service gestionnaire du Fijais, à Nantes.

Par courrier

Service gestionnaire du Fijais
Ministère de la justice
SGFD
BP 22406
44324 NANTES CEDEX 3
France

Avec récidive légale

Vous devez respecter les obligations suivantes :

- Indiquer une 1^{re} fois votre adresse avec un justificatif de domicile de moins de 3 mois dans les 15 jours suivant la *notification*: [titleContent](#) de vos obligations
- Indiquer votre adresse **tous les mois**
- Déclarer tout changement d'adresse dans les 15 jours de ce changement

Vous devez faire ces démarches auprès du commissariat ou de la gendarmerie de votre domicile.

Si vous résidez à l'étranger, vous devez faire ces démarches auprès du service gestionnaire du fichier.

Vous devez vous déplacer en personne.

Ne pas respecter ces obligations est puni d'un maximum de **2 ans** de prison et de 30 000 € d'amende.

Où s'adresser ?

Précisez votre ville ou votre code postal Le choix d'une commune dans la liste de suggestion déclenchera automatiquement une mise à jour du contenu

▸ [Commissariat](http://www.interieur.gouv.fr/Contact/Contacter-une-brigade-de-gendarmerie-ou-un-commissariat-de-police)  (http://www.interieur.gouv.fr/Contact/Contacter-une-brigade-de-gendarmerie-ou-un-commissariat-de-police)

▸ [Gendarmerie](http://www.interieur.gouv.fr/Contact/Contacter-une-brigade-de-gendarmerie-ou-un-commissariat-de-police)  (http://www.interieur.gouv.fr/Contact/Contacter-une-brigade-de-gendarmerie-ou-un-commissariat-de-police)

▸ Service gestionnaire du Fijais

Une personne inscrite au Fichier des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (Fijais) doit régulièrement informer de son adresse. **Si elle réside à l'étranger**, elle doit le faire en envoyant une lettre recommandée avec accusé de réception au service gestionnaire du Fijais, à Nantes.

Par courrier

Service gestionnaire du Fijais
Ministère de la justice
SGFD
BP 22406
44324 NANTES CEDEX 3
France

Comment demander une modification des obligations ?

Si vous avez l'obligation de vous présenter **tous les 6 mois** pour justifier votre adresse, vous pouvez demander à réduire cette fréquence à **1 fois par an**.

Si vous avez l'obligation de vous présenter **tous les mois** pour justifier votre adresse, vous pouvez demander à réduire cette fréquence à **1 fois tous les 6 mois**.

Vous devez vous adresser au *procureur de la République* : *titleContent* de la dernière juridiction dont la décision a entraîné votre inscription au Fijais.

Exemple :

Vous avez été condamné 2 fois avec inscription au Fijais par le tribunal de Saintes en 2018, puis par le tribunal de Paris en 2020. Vous devez vous adresser au procureur de la République du tribunal de Paris.

Si'il s'agit d'une cour d'appel, vous devez vous adresser au procureur de la République du siège de la cour d'appel.

Exemple :

Vous avez été condamné avec inscription au Fijais par la cour d'appel de Rennes. Vous devez vous adresser au procureur de la République du tribunal de Rennes.

La demande se fait par lettre RAR ou par déclaration au *greffe* : *titleContent*.

Où s'adresser ?

Précisez votre ville ou votre code postal Le choix d'une commune dans la liste de suggestion déclenchera automatiquement une mise à jour du contenu

▸ Tribunal judiciaire ou de proximité [↗ \(https://www.justice.fr/recherche/annuaires\)](https://www.justice.fr/recherche/annuaires)

Le procureur de la République a **2 mois** pour vous répondre.

En l'absence de réponse dans ce délai ou en cas de refus, vous pouvez faire un recours auprès du président de la chambre de l'instruction.

Le recours se fait par lettre ou par déclaration au *greffe* : *titleContent*.

Vous devez faire ce recours dans un délai de **10 jours**.

Votre recours doit être motivé : expliquez pourquoi vous voulez faire rectifier vos données.

▸ Cour d'appel [↗ \(http://www.annuaires.justice.gouv.fr/annuaires-12162/annuaire-des-cours-dappel-21767.html\)](http://www.annuaires.justice.gouv.fr/annuaires-12162/annuaire-des-cours-dappel-21767.html)

Le président de la chambre de l'instruction accepte ou refuse votre demande dans un délai de **2 mois**.

Vous recevez une lettre RAR pour vous informer de la décision.

En cas de refus, vous pouvez faire un recours par un pourvoi en cassation (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1382>) uniquement si la décision ne respecte pas certaines conditions de forme.

▸ Cour de cassation [↗ \(https://www.courdecassation.fr/\)](https://www.courdecassation.fr/)

Qui a le droit de consulter le Fijais ?

Les personnes suivantes peuvent consulter le Fijais de manière plus ou moins étendue :

- Autorité judiciaire
- Officier de police judiciaire (OPJ) : *titleContent* dans le cadre d'une enquête pour une infraction entraînant l'inscription au Fijait ou d'une violation des obligations du Fijait
- Préfet et agent habilité de certaines administrations en matière de recrutement à certains emplois
- Agent habilité d'un greffe pénitentiaire pour le suivi des obligations d'une personne fichée

Combien de temps sont conservées les données ?

Les informations sont conservées :

- **30 ans** pour un crime : *titleContent* ou un délit : *titleContent* puni de 10 ans de prison ou plus
- **20 ans** dans les autres cas

Ce délai court à partir de la notification : *titleContent* de la décision d'inscription au Fijais.

Toutefois, si vous êtes en prison, le délai commence à courir à partir de votre sortie de prison.

Les données sont retirées plus tôt du Fijais dans les cas suivants :

- Décès
- Décision de *non-lieu*: [titleContent](#), *relaxe*: [titleContent](#) ou *acquiescement*: [titleContent](#)
- Le *procureur de la République*: [titleContent](#) a ordonné d'effacer vos données

Comment savoir si on est connu du fichier ?

Vous devez vous adresser au *procureur de la République*: [titleContent](#) de votre domicile.

Vous devez prouver votre identité.

Les informations vous sont communiquées **oralement**.

Aucun document écrit ne vous est remis.

Où s'adresser ?

- [Tribunal judiciaire ou de proximité](#) ↗ (<https://www.justice.fr/recherche/annuaires>)

Comment demander la rectification de ses données ?

Vous devez vous adresser au *procureur de la République*: [titleContent](#) de la dernière juridiction dont la décision a entraîné votre inscription au Fijais.

Exemple :

Vous avez été condamné 2 fois avec inscription au Fijais par le tribunal de Saintes en 2018, puis par le tribunal de Paris en 2020. Vous devez vous adresser au procureur de la République du tribunal de Paris.

S'il s'agit d'une cour d'appel, vous devez vous adresser au procureur de la République du siège de la cour d'appel.

Exemple :

Vous avez été condamné avec inscription au Fijais par la cour d'appel de Rennes. Vous devez vous adresser au procureur de la République du tribunal de Rennes.

La demande se fait par lettre RAR ou par déclaration au *greffe*: [titleContent](#).

Où s'adresser ?

Précisez votre ville ou votre code postal Le choix d'une commune dans la liste de suggestion déclenchera automatiquement une mise à jour du contenu

- [Tribunal judiciaire ou de proximité](#) ↗ (<https://www.justice.fr/recherche/annuaires>)

Le procureur de la République a **2 mois** pour vous répondre.

En l'absence de réponse dans ce délai ou en cas de refus, vous pouvez faire un recours auprès du président de la chambre de l'instruction.

Le recours se fait par lettre ou par déclaration au *greffe*: [titleContent](#).

Vous devez faire ce recours dans un délai de **10 jours**.

Votre recours doit être motivé : expliquez pourquoi vous voulez faire rectifier vos données.

- [Cour d'appel](#) ↗ (<http://www.annuaires.justice.gouv.fr/annuaires-12162/annuaire-des-cours-dappel-21767.html>)

Le président de la chambre de l'instruction accepte ou refuse votre demande dans un délai de **2 mois**.

Vous recevez une lettre RAR pour vous informer de la décision.

En cas de refus, vous pouvez faire un recours par un *pourvoi en cassation* (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1382>) uniquement si la décision ne respecte pas certaines conditions de forme.

- [Cour de cassation](#) ↗ (<https://www.courdecassation.fr/>)

Comment demander l'effacement de ses données ?

Vous pouvez demander à faire effacer les informations qui vous concernent si leur conservation ne vous semble plus justifiée.

Toutefois, l'effacement n'est pas possible dans les situations suivantes :

- Une procédure judiciaire est en cours
- Vous n'avez pas été [réhabilité: titleContent](#)
- La mesure à l'origine de votre inscription Fijais n'a pas été effacée du bulletin n°1 du [casier judiciaire \(https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F14710\)](https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F14710).

Vous devez vous adresser au [procureur de la République: titleContent](#) de la dernière juridiction dont la décision a entraîné votre inscription au Fijais.

Exemple :

Vous avez été condamné 2 fois avec inscription au Fijais par le tribunal de Saintes en 2018, puis par le tribunal de Paris en 2020. Vous devez vous adresser au procureur de la République du tribunal de Paris.

S'il s'agit d'une cour d'appel, vous devez vous adresser au procureur de la République du siège de la cour d'appel.

Exemple :

Vous avez été condamné avec inscription au Fijais par la cour d'appel de Rennes. Vous devez vous adresser au procureur de la République du tribunal de Rennes.

La demande se fait par lettre RAR ou par déclaration au [greffe: titleContent](#).

Où s'adresser ?

Précisez votre ville ou votre code postal Le choix d'une commune dans la liste de suggestion déclenchera automatiquement une mise à jour du contenu

- [Tribunal judiciaire ou de proximité](https://www.justice.fr/recherche/annuaires) [↗ \(https://www.justice.fr/recherche/annuaires\)](#)

Le procureur de la République a **2 mois** pour vous répondre.

En l'absence de réponse dans ce délai ou en cas de refus, vous pouvez faire un recours auprès du président de la chambre de l'instruction.

Le recours se fait par lettre ou par déclaration au [greffe: titleContent](#).

Vous devez faire ce recours dans un délai de **10 jours**.

Votre recours doit être motivé : expliquez pourquoi vous voulez faire rectifier vos données.

- [Cour d'appel](http://www.annuaires.justice.gouv.fr/annuaires-12162/annuaire-des-cours-dappel-21767.html) [↗ \(http://www.annuaires.justice.gouv.fr/annuaires-12162/annuaire-des-cours-dappel-21767.html\)](#)

Le président de la chambre de l'instruction accepte ou refuse votre demande dans un délai de **2 mois**.

Vous recevez une lettre RAR pour vous informer de la décision.

En cas de refus, vous pouvez faire un recours par un [pourvoi en cassation \(https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1382\)](https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1382) uniquement si la décision ne respecte pas certaines conditions de forme.

- [Cour de cassation](https://www.courdecassation.fr/) [↗ \(https://www.courdecassation.fr/\)](#)

Pour un mineur de 13 ans ou plus

À quoi sert le Fijais ?

Le Fijais recense les personnes condamnées ou mises en cause pour certaines [infractions: titleContent](#) sexuelles ou violentes.

Il sert à empêcher la répétition de ces infractions.

Il sert à faciliter l'identification et la localisation des auteurs de ces infractions.

Qui est inscrit au Fijais ?

Infractions concernées

Les [infractions: titleContent](#) suivantes peuvent entraîner l'inscription au Fijais :

- Viol
- Agression sexuelle

- Atteinte sexuelle sur mineur
- Traite des êtres humains à l'égard d'un mineur
- Proxénétisme à l'égard d'un mineur
- Recours à la prostitution d'un mineur
- Corruption de mineur: titleContent
- Proposition sexuelle à un mineur de moins de 15 ans par un moyen de communication électronique
- Enregistrement, acquisition, détention ou offre d'images ou de représentations pornographiques d'un mineur
- Consultation habituelle ou payante d'un site diffusant des images ou représentations pornographiques d'un mineur
- Fabrication, transport, diffusion ou commerce de messages violents ou pornographique susceptibles d'être vus ou perçus par un mineur
- Incitation d'un mineur à se soumettre à une mutilation sexuelle ou à commettre cette mutilation
- Violences ayant entraîné une mutilation ou une infirmité permanente sur un mineur de moins de 15 ans
- Torture ou acte de barbarie
- Meurtre ou assassinat sur un mineur ou en récidive

L'inscription au Fijais concerne les personnes d'au moins 13 ans suivantes :

- Personne condamnée, même de manière non définitive: titleContent, y compris en cas de dispense de peine: titleContent ou d'ajournement de la peine: titleContent
- Personne soumise à une mesure ou une sanction éducative prononcée par le juge des enfants, le tribunal pour enfants ou la cour d'assises des mineurs
- Personne déclarée irresponsable pénalement en raison d'un trouble mental
- Personne ayant exécuté une composition pénale: titleContent
- Personne mise en examen (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1470>) (pour un crime, inscription sauf décision contraire du juge d'instruction, pour un délit, inscription uniquement sur décision expresse du juge d'instruction)

La personne est inscrite au Fijais si l'infraction est punie d'une peine de prison **égale ou supérieure à 5 ans**.

La personne n'est pas inscrite au Fijais si la peine de prison est **inférieure à 5 ans**, mais la juridiction ou le procureur de la République: titleContent peut en décider autrement.

Toutefois, la personne est inscrite au Fijais dans tous les cas **si la victime de l'infraction est mineure**, sauf si le juge ou le procureur décide expressément le contraire.

Comment la personne inscrite au fichier est informée ?

L'inscription vous est notifiée: titleContent oralement ou par courrier RAR à votre dernière adresse déclarée.

Un document concernant les obligations à respecter vous est remis ou adressé contre récépissé.

Vos représentants légaux: titleContent ou la personne à laquelle votre garde a été confiée sont informés.

Quelles informations sont enregistrées ?

Les informations suivantes sont enregistrées :

- Identité de la personne (nom, prénom, sexe, date et lieu de naissance, nationalité, filiation: titleContent, adresses successives...)
- Nature et date de la décision d'inscription au fichier (tribunal, nature de l'infraction, date et lieu des faits, peine prononcée...)
- Informations diverses (dates de justification d'adresse, périodicité de l'obligation de justifier l'adresse...)

Quelles conséquences pour la personne fichée ?

Obligations à respecter

Cas général

Vous devez respecter les obligations suivantes :

- Indiquer une 1^{re} fois votre adresse avec un justificatif de domicile de moins de 3 mois dans les 15 jours suivant la notification: titleContent de vos obligations
- Indiquer votre adresse tous les ans
- Déclarer tout changement d'adresse dans les 15 jours de ce changement

Vous devez faire ces démarches auprès du commissariat ou de la gendarmerie de votre domicile.

Vous pouvez vous déplacer en personne ou envoyer une lettre recommandée avec accusé de réception.

Si vous résidez à l'étranger, vous devez faire ces démarches auprès du service gestionnaire du fichier.

Vous devez envoyer une lettre recommandée avec accusé de réception.

Vos représentants légaux: titleContent ou la personne à laquelle votre garde a été confiée font ces démarches pour vous.

Ne pas respecter ces obligations est puni d'un maximum de **2 ans** de prison et de 30 000 € d'amende.

Où s'adresser ?

Précisez votre ville ou votre code postal Le choix d'une commune dans la liste de suggestion déclenchera automatiquement une mise à jour du contenu

▸ [Commissariat](http://www.interieur.gouv.fr/Contact/Contacter-une-brigade-de-gendarmerie-ou-un-commissariat-de-police)  (<http://www.interieur.gouv.fr/Contact/Contacter-une-brigade-de-gendarmerie-ou-un-commissariat-de-police>)

▸ [Gendarmerie](http://www.interieur.gouv.fr/Contact/Contacter-une-brigade-de-gendarmerie-ou-un-commissariat-de-police)  (<http://www.interieur.gouv.fr/Contact/Contacter-une-brigade-de-gendarmerie-ou-un-commissariat-de-police>)

▸ Service gestionnaire du Fijais

Une personne inscrite au Fichier des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (Fijais) doit régulièrement informer de son adresse. **Si elle réside à l'étranger**, elle doit le faire en envoyant une lettre recommandée avec accusé de réception au service gestionnaire du Fijais, à Nantes.

Par courrier

Service gestionnaire du Fijais
Ministère de la justice
SGFD
BP 22406
44324 NANTES CEDEX 3
France

Vous êtes condamné pour un crime puni de 20 ans de prison ou plus

Les obligations varient selon que vous êtes en situation de récidive légale: [titleContent](#) ou pas.

Sans récidive légale

Vous devez respecter les obligations suivantes :

- Indiquer une 1^{re} fois votre adresse avec un justificatif de domicile de moins de 3 mois dans les 15 jours suivant la notification: [titleContent](#) de vos obligations
- Indiquer votre adresse tous les 6 mois, ou tous les mois sur décision du tribunal ou du juge de l'application des peines
- Déclarer tout changement d'adresse dans les 15 jours de ce changement

Vous devez faire ces démarches auprès du commissariat ou de la gendarmerie de votre domicile.

Si vous résidez à l'étranger, vous devez faire ces démarches auprès du service gestionnaire du fichier.

Vos représentants légaux: [titleContent](#) ou la personne à laquelle votre garde a été confiée font ces démarches pour vous. Elles doivent se déplacer en personne.

Ne pas respecter ces obligations est puni d'un maximum de **2 ans** de prison et de 30 000 € d'amende.

Où s'adresser ?

Précisez votre ville ou votre code postal Le choix d'une commune dans la liste de suggestion déclenchera automatiquement une mise à jour du contenu

▸ [Commissariat](http://www.interieur.gouv.fr/Contact/Contacter-une-brigade-de-gendarmerie-ou-un-commissariat-de-police)  (<http://www.interieur.gouv.fr/Contact/Contacter-une-brigade-de-gendarmerie-ou-un-commissariat-de-police>)

▸ [Gendarmerie](http://www.interieur.gouv.fr/Contact/Contacter-une-brigade-de-gendarmerie-ou-un-commissariat-de-police)  (<http://www.interieur.gouv.fr/Contact/Contacter-une-brigade-de-gendarmerie-ou-un-commissariat-de-police>)

▸ Service gestionnaire du Fijais

Une personne inscrite au Fichier des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (Fijais) doit régulièrement informer de son adresse. **Si elle réside à l'étranger**, elle doit le faire en envoyant une lettre recommandée avec accusé de réception au service gestionnaire du Fijais, à Nantes.

Par courrier

Service gestionnaire du Fijais
Ministère de la justice
SGFD
BP 22406
44324 NANTES CEDEX 3
France

Avec récidive légale

Vous devez respecter les obligations suivantes :

- ▶ Indiquer une 1^{re} fois votre adresse avec un justificatif de domicile de moins de 3 mois dans les 15 jours suivant la notification: titleContent de vos obligations
- ▶ Indiquer votre adresse tous les mois
- ▶ Déclarer tout changement d'adresse dans les 15 jours de ce changement

Vous devez faire ces démarches auprès du commissariat ou de la gendarmerie de votre domicile.

Si vous résidez à l'étranger, vous devez faire ces démarches auprès du service gestionnaire du fichier.

Vos représentants légaux: titleContent ou la personne à laquelle votre garde a été confiée font ces démarches pour vous. Elles doivent se déplacer en personne.

Ne pas respecter ces obligations est puni d'un maximum de **2 ans** de prison et de 30 000 € d'amende.

Où s'adresser ?

Précisez votre ville ou votre code postal Le choix d'une commune dans la liste de suggestion déclenchera automatiquement une mise à jour du contenu

▶ Commissariat [↗ \(http://www.interieur.gouv.fr/Contact/Contacter-une-brigade-de-gendarmerie-ou-un-commissariat-de-police\)](http://www.interieur.gouv.fr/Contact/Contacter-une-brigade-de-gendarmerie-ou-un-commissariat-de-police)

▶ Gendarmerie [↗ \(http://www.interieur.gouv.fr/Contact/Contacter-une-brigade-de-gendarmerie-ou-un-commissariat-de-police\)](http://www.interieur.gouv.fr/Contact/Contacter-une-brigade-de-gendarmerie-ou-un-commissariat-de-police)

▶ Service gestionnaire du Fijais

Une personne inscrite au Fichier des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (Fijais) doit régulièrement informer de son adresse. **Si elle réside à l'étranger**, elle doit le faire en envoyant une lettre recommandée avec accusé de réception au service gestionnaire du Fijais, à Nantes.

Par courrier

Service gestionnaire du Fijais
Ministère de la justice
SGFD
BP 22406
44324 NANTES CEDEX 3
France

Comment demander une modification des obligations ?

Si vous avez l'obligation de vous présenter **tous les 6 mois** pour justifier votre adresse, vous pouvez demander à réduire cette fréquence à **1 fois par an**.

Si vous avez l'obligation de vous présenter **tous les mois** pour justifier votre adresse, vous pouvez demander à réduire cette fréquence à **1 fois tous les 6 mois**.

Vous devez vous adresser au procureur de la République de la dernière juridiction dont la décision a entraîné votre inscription au Fijais.

Exemple :

Vous avez été condamné 2 fois avec inscription au Fijais par le tribunal de Saintes en 2018, puis par le tribunal de Paris en 2020. Vous devez vous adresser au procureur de la République du tribunal de Paris.

S'il s'agit d'une cour d'appel, vous devez vous adresser au procureur de la République du siège de la cour d'appel.

Exemple :

Vous avez été condamné avec inscription au Fijais par la cour d'appel de Rennes. Vous devez vous adresser au procureur de la République du tribunal de Rennes.

Vos représentants légaux: titleContent ou la personne à laquelle votre garde a été confiée font ces démarches pour vous.

La demande se fait par lettre RAR ou par déclaration au greffe: titleContent.

Où s'adresser ?

Précisez votre ville ou votre code postal Le choix d'une commune dans la liste de suggestion déclenchera automatiquement une mise à jour du contenu

- [Tribunal judiciaire ou de proximité](https://www.justice.fr/recherche/annuaires) ↗ (<https://www.justice.fr/recherche/annuaires>)

Le procureur de la République a **2 mois** pour vous répondre.

En l'absence de réponse dans ce délai ou en cas de refus, vous pouvez faire un recours auprès du président de la chambre de l'instruction.

Le recours se fait par lettre ou par déclaration au *greffe: titleContent*.

Vous devez faire ce recours dans un délai de **10 jours**.

Votre recours doit être motivé : expliquez pourquoi vous voulez faire rectifier vos données.

- [Cour d'appel](http://www.annuaires.justice.gouv.fr/annuaires-12162/annuaire-des-cours-dappel-21767.html) ↗ (<http://www.annuaires.justice.gouv.fr/annuaires-12162/annuaire-des-cours-dappel-21767.html>)

Le président de la chambre de l'instruction accepte ou refuse votre demande dans un délai de **2 mois**.

Vous recevez une lettre RAR pour vous informer de la décision.

En cas de refus, vous pouvez faire un recours par un [pourvoi en cassation](https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1382) (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1382>) uniquement si la décision ne respecte pas certaines conditions de forme.

- [Cour de cassation](https://www.courdecassation.fr/) ↗ (<https://www.courdecassation.fr/>)

Qui a le droit de consulter le Fijais ?

Les personnes suivantes peuvent consulter le Fijais de manière plus ou moins étendue :

- Autorité judiciaire
- *Officier de police judiciaire (OPI): titleContent* dans le cadre d'une enquête pour une infraction entraînant l'inscription au Fijait ou d'une violation des obligations du Fijait
- Préfet et agent habilité de certaines administrations en matière de recrutement à certains emplois
- Agent habilité d'un greffe pénitentiaire pour le suivi des obligations d'une personne fichée

Combien de temps sont conservées les informations ?

Les informations sont conservées pendant **10 ans**.

Ce délai court à partir de la *notification: titleContent* de la décision d'inscription au Fijais.

Toutefois, si vous êtes en prison, le délai commence à courir à partir de votre sortie de prison.

Les informations sont retirées plus tôt du Fijais dans les cas suivants :

- Décès
- Décision de *non-lieu: titleContent*, *relaxe: titleContent* ou *acquiescement: titleContent*
- Le *procureur de la République: titleContent* a ordonné d'effacer vos données

Comment savoir si on est connu du fichier ?

Vous devez vous adresser au *procureur de la République: titleContent* de votre domicile.

Vous devez prouver votre identité.

Les informations vous sont communiquées oralement.

Aucun document écrit ne vous est remis.

Où s'adresser ?

- [Tribunal judiciaire ou de proximité](https://www.justice.fr/recherche/annuaires) ↗ (<https://www.justice.fr/recherche/annuaires>)

Comment demander la rectification de ses données ?

Vous devez vous adresser au *procureur de la République: titleContent* de la dernière juridiction dont la décision a entraîné votre inscription au Fijais.

Exemple :

Vous avez été condamné 2 fois avec inscription au Fijais par le tribunal de Saintes en 2018, puis par le tribunal de Paris en 2020.
Vous devez vous adresser au procureur de la République du tribunal de Paris.

S'il s'agit d'une cour d'appel, vous devez vous adresser au procureur de la République du siège de la cour d'appel.

Exemple :

Vous avez été condamné avec inscription au Fijais par la cour d'appel de Rennes. Vous devez vous adresser au procureur de la République du tribunal de Rennes.

La demande se fait par lettre RAR ou par déclaration au greffe: titleContent.

Où s'adresser ?

Précisez votre ville ou votre code postal Le choix d'une commune dans la liste de suggestion déclenchera automatiquement une mise à jour du contenu

- Tribunal judiciaire ou de proximité [↗ \(https://www.justice.fr/recherche/annuaires\)](https://www.justice.fr/recherche/annuaires)

Le procureur de la République a **2 mois** pour vous répondre.

- Tribunal judiciaire ou de proximité [↗ \(https://www.justice.fr/recherche/annuaires\)](https://www.justice.fr/recherche/annuaires)

En l'absence de réponse dans ce délai ou en cas de refus, vous pouvez faire un recours auprès du président de la chambre de l'instruction.

Le recours se fait par lettre ou par déclaration au greffe: titleContent.

Vous devez faire ce recours dans un délai de **10 jours**.

Votre recours doit être motivé : expliquez pourquoi vous voulez faire rectifier vos données.

- Cour d'appel [↗ \(http://www.annuaires.justice.gouv.fr/annuaires-12162/annuaire-des-cours-dappel-21767.html\)](http://www.annuaires.justice.gouv.fr/annuaires-12162/annuaire-des-cours-dappel-21767.html)

Le président de la chambre de l'instruction accepte ou refuse votre demande dans un délai de **2 mois**.

Vous recevez une lettre RAR pour vous informer de la décision.

En cas de refus, vous pouvez faire un recours par un pourvoi en cassation [\(https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1382\)](https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1382) uniquement si la décision ne respecte pas certaines conditions de forme.

- Cour de cassation [↗ \(https://www.courdecassation.fr/\)](https://www.courdecassation.fr/)

Comment demander l'effacement de ses données ?

Vous pouvez demander à faire effacer les informations qui vous concernent si leur conservation ne vous semble plus justifiée.

Toutefois, l'effacement n'est pas possible dans les situations suivantes :

- Une procédure judiciaire est en cours
- Vous n'avez pas été réhabilité: titleContent
- La mesure à l'origine de votre inscription Fijais n'a pas été effacée du bulletin n°1 du casier judiciaire [\(https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F14710\)](https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F14710).

Vous devez vous adresser au procureur de la République: titleContent de la dernière juridiction dont la décision a entraîné votre inscription au Fijais.

Exemple :

Vous avez été condamné 2 fois avec inscription au Fijais par le tribunal de Saintes en 2018, puis par le tribunal de Paris en 2020. Vous devez vous adresser au procureur de la République du tribunal de Paris.

S'il s'agit d'une cour d'appel, vous devez vous adresser au procureur de la République du siège de la cour d'appel.


Exemple :

Vous avez été condamné avec inscription au Fijais par la cour d'appel de Rennes. Vous devez vous adresser au procureur de la République du tribunal de Rennes.

La demande se fait par lettre RAR ou par déclaration au greffe: titleContent.

Où s'adresser ?

Précisez votre ville ou votre code postal Le choix d'une commune dans la liste de suggestion déclenchera automatiquement une mise à jour du contenu

- [Tribunal judiciaire ou de proximité](https://www.justice.fr/recherche/annuaires)  (<https://www.justice.fr/recherche/annuaires>)

Le procureur de la République a **2 mois** pour vous répondre.

En l'absence de réponse dans ce délai ou en cas de refus, vous pouvez faire un recours auprès du président de la chambre de l'instruction.

Le recours se fait par lettre ou par déclaration au *greffe: titleContent*.

Vous devez faire ce recours dans un délai de **10 jours**.

Votre recours doit être motivé : expliquez pourquoi vous voulez faire rectifier vos données.

- [Cour d'appel](http://www.annuaires.justice.gouv.fr/annuaires-12162/annuaire-des-cours-dappel-21767.html)  (<http://www.annuaires.justice.gouv.fr/annuaires-12162/annuaire-des-cours-dappel-21767.html>)

Le président de la chambre de l'instruction accepte ou refuse votre demande dans un délai de **2 mois**.

Vous recevez une lettre RAR pour vous informer de la décision.

En cas de refus, vous pouvez faire un recours par un **pourvoi en cassation** (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1382>) uniquement si la décision ne respecte pas certaines conditions de forme.

- [Cour de cassation](https://www.courdecassation.fr/)  (<https://www.courdecassation.fr/>)

Textes de loi et références

- Code de procédure pénale : articles 706-47  (<http://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000006138130&cidTexte=LEGITEXT000006071154>)
Liste des infractions entraînant l'inscription au Fijais
- Code de procédure pénale : articles 706-53-1 à 706-53-12  (<https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000006151994&cidTexte=LEGITEXT000006071154>)
Dispositif du Fijais
- Code de procédure pénale : articles R53-8-1 à R53-8-39  (<https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000019586709&cidTexte=LEGITEXT000006071154>)
Procédure applicable au Fijais

Nos engagements

- Engagements et qualité
- Mise à disposition des données
- Partenaires
- Co-marquage
- 3939 Allo Service Public

Nous connaître

- À propos
- Aide
- Contact

Service Public vous informe et vous oriente vers les services qui permettent de connaître vos obligations, d'exercer vos droits et de faire vos démarches du quotidien.

Il est édité par la Direction de l'information légale et administrative et réalisé en partenariat avec les administrations nationales et locales.

- legifrance.gouv.fr
- gouvernement.fr
- data.gouv.fr

Nos partenaires

-

[Plan du site](#) [Accessibilité : totalement conforme](#) [Accessibilité des services en ligne](#) [Mentions légales](#) [Données personnelles et sécurité](#) [Conditions générales d'utilisation](#) [Gestion des cookies](#)

Sauf mention contraire, tous les textes de ce site sont sous licence etalab-2.0